

**Communiqué de presse****Communications Nouveau-Brunswick****Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick****Déclaration sur la Journée mondiale du sida (04/12/03)**

NB 1390

le 3 décembre 2004

FREDERICTON (CNB) - Depuis 1988, la Journée mondiale du sida est soulignée le 1^{er} décembre de chaque année, à la suite d'une proclamation par l'assemblée générale de l'ONU déclarant le sida en tant que pandémie mondiale. En dépit des efforts concertés visant à contenir la pandémie, le sida demeure l'un des plus importants dossiers de santé publique de notre époque. Environ 33,4 millions de personnes dans le monde sont aujourd'hui porteurs du virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

« La Journée mondiale du sida est l'occasion de réfléchir sur le sort de ceux qui nous été enlevés par le sida et de ceux qui le combattent courageusement parmi nous », a rappelé la présidente de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, Alanna Palmer.

« C'est aussi un rappel concernant le danger réel auquel l'humanité est confrontée en raison du sida et de sa portée toujours croissante. Afin de combattre efficacement le sida, les gens doivent s'éduquer et combattre leurs craintes non fondées. »

Récemment, la Commission des droits de la personne a pu régler une plainte de discrimination entre un locataire atteint du VIH et le locateur de l'appartement où il louait une chambre. Les deux parties à la plainte ont convenu que l'expérience leur avait démontré, ainsi qu'à d'autres membres de la communauté, à quel point il est essentiel d'informer les gens que le sida est une maladie qui peut être dévastatrice pour bien des gens et que les personnes atteintes par cette maladie font souvent l'objet de préjugés et de discrimination en raison des craintes que les gens en ont.

Les locateurs et propriétaires, y compris ceux qui acceptent des colocataires dans leur propre logement, doivent se conformer aux dispositions de la *Loi sur les droits de la personne*. « Évincer un locataire lorsqu'on apprend qu'il a le VIH, c'est précisément le genre de discrimination que la *Loi* cherche à prévenir, a souligné Mme Palmer. De plus amples renseignements sont disponibles sur le site Web de la Commission dans sa ligne directrice *Critères généraux relatifs à l'accueil de plaintes de discrimination fondée sur l'infection par le VIH/SIDA*.

« La pandémie du sida pose un danger que nous devons tous combattre, mais c'est aussi un défi et une occasion de s'unir afin de rompre les barrières d'intolérance qui nous séparent. Le sida nous oblige à songer plutôt à nos besoins en commun et à notre humanité commune, a ajouté Mme Palmer. Alors que les Néo-Brunswickoises et Néo-Brunswickois soulignent cette semaine la Journée mondiale du SIDA, nous devrions aussi réfléchir sur ce que chacun de nous peut faire afin d'assurer que toutes les personnes éprouvées par le sida, chez nous et ailleurs, vivent dans des conditions où la tolérance, l'équité et le droit égal au logement, à l'emploi et à la santé sont garantis par la loi. »

La ligne directrice mentionnée dans la déclaration se trouve à l'adresse suivante : <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/gside.htm>.

2004-12-03

PERSONNE-RESSOURCE : Alanna Palmer, présidente de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, (506) 453-2301 ou 1 888 471-2233.

2004-12-03

Communications Nouveau-Brunswick
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité